

L'Adresse—M. Langdon

Quelles sont nos priorités pour la réalisation de ces objectifs d'orientation gouvernementale? Premièrement, nous avons vu quelques cas intéressants, ces dernières années, de collaboration entre les entreprises et les syndicats dans le but de donner une nouvelle orientation à certains secteurs. Les résultats en ont été particulièrement frappants dans l'industrie automobile.

J'ai sous la main le rapport du groupe de travail fédéral sur la stratégie automobile pour le Canada. A notre avis, il est vital que le gouvernement donne suite aux recommandations de ce groupe de travail, premièrement parce qu'il s'agit d'un secteur clé de notre économie et deuxièmement, parce que c'est un exemple fascinant de collaboration entre les employeurs et les travailleurs en vue de donner une nouvelle orientation à ce secteur. C'est un excellent exemple du genre de collaboration dont a parlé le gouvernement. C'est important également pour les emplois des travailleurs de ce secteur, non seulement à Essex-Windsor, mais dans différentes régions du pays. L'industrie automobile ne se concentre plus uniquement en Ontario, mais elle s'étend à la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse, le Québec et d'autres provinces.

Il est indispensable, à notre avis, de donner suite de la façon suivante aux recommandations de ce groupe de travail: premièrement, il faut constituer un conseil de l'automobile comme le demande le rapport. L'ancien gouvernement a déclaré à maintes reprises qu'il avait l'intention de créer ce conseil mais il n'a jamais rien fait à cette fin. Deuxièmement, il faut absolument donner suite immédiatement aux engagements du rapport concernant la participation canadienne à l'industrie automobile. Troisièmement, les quotas imposés actuellement aux automobiles japonaises importées au Canada doivent être maintenus et renforcés en tant qu'instrument de négociation qui permettra de réaliser l'objectif relatif à la teneur canadienne. Si tous ces projets se réalisent, il est manifeste que nous réussirons à créer entre 40,000 et 50,000 nouveaux emplois dans notre pays.

Deuxièmement, monsieur le Président, nous devons créer un cadre financier souple en vue d'aider d'autres secteurs ainsi que l'industrie automobile à se moderniser, à se réorganiser et à se lancer dans de nouvelles productions, afin de soutenir la concurrence difficile qu'ils devront affronter dans les années 80 et 90. Dans notre parti, nous estimons qu'il convient pour cela d'employer une nouvelle méthode pour le calcul de l'amortissement. Cependant, nous croyons que le programme de développement industriel et régional adopté lors de la dernière législature était une initiative valable favorisant l'interaction essentielle, en vue de l'objectif, entre le gouvernement et le secteur privé.

● (1150)

En troisième lieu, nous estimons nécessaires les initiatives au niveau local. Je voudrais en profiter, monsieur le Président, pour appuyer les mesures prises par le ministre de l'Emploi et l'Immigration (M^{lle} MacDonald), soit la création de conseils consultatifs de circonscription dans le cadre du programme Canada au Travail. Dans ma circonscription ce sera sûrement un bon moyen de recueillir les idées et les suggestions des citoyens.

Quatrièmement, nous croyons que d'autres efforts s'imposent pour renforcer certains secteurs clé de notre économie et je songe notamment à la fabrication des machines. La CDIC, que le gouvernement semble résolu à démanteler, devait se lancer dans l'outillage d'exploitation minière. Nous invitons donc instamment le gouvernement à y penser à deux fois avant de vendre Eldorado Nuclear Ltée dont les ressources seraient mises à contribution pour fabriquer de l'outillage minier, ici même au Canada.

Monsieur le Président, le gouvernement n'a plus toute sa candeur. Il a déjà pris certaines initiatives et ces initiatives doivent être jugées. Il me semble que celles qu'il a prises la semaine dernière ne sont pas opportunes pour ce qui est de la stratégie industrielle. A preuve, ces coupures perpétrées dans le programme de développement industriel et régional pour l'an prochain. Le ministre de l'Expansion industrielle et régionale (M. Stevens) a expliqué que 525 millions seront soustraits au cours des trois prochaines années de ce programme d'association avec le secteur privé.

Le ministre nous a exposé les modalités de ces réductions qui comportent cinq modifications à la fois importantes et dangereuses; d'abord, plus d'aide à la modernisation et à l'expansion des entreprises dans la moitié du pays, ce qui inclut les villes de Toronto, Hamilton, Halifax, Winnipeg, Regina, Saskatoon, Verchères, Calgary, Edmonton et Vancouver. Auparavant, toutes ces villes étaient admissibles. Ce n'est plus le cas. En somme, monsieur le Président, là où l'industrie est implantée, l'aide est supprimée. Je crois que cette mesure met en danger les perspectives de modernisation et d'expansion de notre base industrielle.

En deuxième lieu, il n'est plus question de financer des études de conjoncture. A Windsor, par exemple, cette aide servait à améliorer le délai d'adaptation des fabricants de petits outils et de matrices qui doivent s'ajuster aux innovations technologiques. Ces réductions vont également toucher d'autres régions du pays.

Troisièmement, tous les projets touristiques ont été supprimés. Je voudrais dire à nos vis-à-vis conservateurs qu'un bon nombre de ces projets concernaient des régions importantes de notre pays qu'ils représentent maintenant, par exemple le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, l'Alberta, la Saskatchewan et l'Ontario.

Quatrièmement, tous les niveaux d'aide quels qu'ils soient ont été réduits; de moitié dans la plupart des cas; du tiers pour les projets concernant les innovations.

Cinquièmement—et c'est la plus importante de toutes, à mon avis—on a coupé l'accès à toute aide possible à absolument tous les projets de restructuration du secteur industriel. Il pouvait s'agir d'une firme, par exemple, qui voulait investir pour s'adapter à la concurrence nouvelle ou fabriquer un nouveau produit ou accroître sa gamme de produits ou de services concurrentiels. C'est justement ce vers quoi nous devons tendre à l'avenir et pourtant, c'est précisément le type de projets qui ne seront plus financés par le programme d'expansion industrielle et régionale. Ainsi, l'an dernier le gouvernement fédéral a versé plus de 60 millions à la nouvelle usine de la Société American Motors située dans la circonscription du premier ministre de l'Ontario. Désormais, ce type d'aide est supprimé.